

Selon l'APLK

Les citoyens paient la facture du déluge

Labrie, Isabelle

Lac-Kénogami "Il ne faut pas mettre sur le dos des citoyens du lac Kénogami toutes les conséquences du déluge. Ce n'est pas leur faute si le déluge a obligé la diminution du lac de deux pieds."

Conseiller municipal de Lac-Kénogami, Paul-Roger Cantin réagit ainsi aux propos du directeur général de l'usine Elkem Métal, Jean Villeneuve. Ce dernier a soutenu plus tôt cette semaine que la diminution significative du niveau de gestion estivale du lac représentait une baisse de revenus de l'ordre de 800 000 \$ par année pour Elkem Métal et Abitibi-Consolidated et ce, depuis 1997. Tout en ne contestant pas les chiffres qui affirmaient qu'il n'en coûterait que 150 000 \$ par année pour régler la situation, M. Villeneuve soulignait qu'il n'était pas question pour son entreprise de perdre encore plus d'argent.

"Depuis le temps qu'on discute avec eux, nous comprenons aussi leurs arguments. Sauf que présentement, ce sont les citoyens qui payent pour le déluge et ça ce n'est pas normal", croit M. Cantin qui a agi comme représentant de Saguenay à la table de discussion avec les ministères concernés pour le renouvellement des baux d'utilisation de la rivière.

Selon lui, il faut maintenant mettre de la pression sur Québec pour qu'un plan de gestion du niveau du lac Kénogami soit clairement établi, et ce avant que le gouvernement ne renouvelle les contrats des droits d'utilisation de l'eau d'Elkem Métal et d'Abitibi-Consolidated. Il soutient que ce plan doit servir de base aux discussions entre les deux parties.

Le conseiller rappelle également que le 10e anniversaire du déluge sera souligné dans moins d'un mois et que rien n'a encore été fait pour éviter une seconde catastrophe. Pourtant, le rapport Nicolet avait fourni trois recommandations pour assurer la sécurité des riverains, soit aménager un réservoir dans la Réserve faunique des Laurentides, rehausser le pourtour du lac Kénogami et creuser le lit de la rivière aux Sables.

"La mise en place de ces solutions ultimes permettraient de régler tous les problèmes, mais ça prend des sous et les élus ne semblent pas pressés d'investir", conclut Paul-Roger Cantin.